

- de omschakeling van een ontginningsgebied bezuiden de bedrijfsruimte van Pont-de-Warche naar 0,3 ha natuurgebied en 2,5 ha bosgebied;
- de omschakeling van een ontginningsgebied van 2,8 ha ten oosten van het dorp van Ligneuville naar 0,6 ha landschappelijk waardevol landbouwgebied en 2,2 ha landschappelijk waardevol bosgebied;
- c) op het grondgebied van Jalhay :
 - de omschakeling van een ontginningsgebied van 21,3 ha in het gehucht Wihonfagne naar 19,8 ha natuurgebied en 1,5 ha bosgebied;

Overwegende dat dit ontwerp geschikt is om in te spelen op de behoefte aan ruimte die zal dienen om de ontginningsactiviteit over een periode van vijftientig jaar voort te zetten, met inachtneming van de doelstellingen bepaald bij artikel 1 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
Besluit :

Artikel 1. De Regering besluit definitief tot de herziening van de gewestplannen Malmédy-Saint-Vith en Hoge Venen-Eifel volgens het hierbij gevoegde plan, dat de opnemings van een ontginningsgebied ten noorden en ten zuiden van de steengroeve van "La Warchenne" op het grondgebied van de gemeenten Waimés en Malmédy beoogt, en tot de omschakeling van vroegere ontginningsgebieden naar een bosgebied, een landschappelijk waardevol bosgebied, een natuurgebied en een landbouwgebied op het grondgebied van Waimés, Malmédy en Jalhay.

Art. 2. Als alternatieve en aanvullende compensatie schrijft de Regering de uitvoering voor van een bedrijfsweg tussen de steengroeve en Rijksweg 632, waarvan de kostprijs door de SA Bodarwé, de gemeenten Malmédy en Waimés en het Waalse Gewest gedragen zal worden volgens een verdeelsleutel en uitvoeringsmodaliteiten die uiterlijk 31 december 2006 aan de Minister van Ruimtelijke Ontwikkeling overgelegd moeten worden.

Art. 3. De Minister van Ruimtelijke Ontwikkeling wordt door de Regering belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 20 april 2006.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 1821

[2006/201551]

27 AVRIL 2006. — Arrêté I^{er} du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises et l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises, notamment les articles 1^{er} et 6;

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, notamment les articles 1^{er} et 6;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 15 avril 2005 et du 29 septembre 2005, notamment les articles 1^{er}, 6 et 7;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, modifiés par les arrêtés du Gouvernement wallon du 15 avril 2005 et du 9 février 2006, notamment les articles 1^{er}, 3, 5, 6, 7, 16 et 17;

Vu les avis de l'Inspecteur des Finances, donnés les 20 décembre 2005 et 16 janvier 2006;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 janvier 2006;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 40.057/2, donné le 12 avril 2006, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie, de l'Emploi et du Commerce extérieur;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 septembre 2005, est complété comme suit :

"15° le "pôle de compétitivité" : le partenariat d'entreprises, de centres de formation et d'unités de recherche publiques et privées destiné à dégager des synergies autour d'un marché et d'un domaine technologique et scientifique reconnu par le Gouvernement."

Art. 2. A l'article 6 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 15 avril 2005 et 29 septembre 2005, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4° les mots "à 125 %" sont remplacés par les mots "à 100 %";

2° le § 1^{er} est complété par l'alinéa suivant :

"Pour le calcul de la moyenne des amortissements visés à l'alinéa 1^{er}, 4°, les amortissements sur les immobilisations incorporelles peuvent, le cas échéant, ne pas être pris en compte."

Art. 3. L'article 7, § 2, alinéa 1^{er}, du même arrêté est complété comme suit :

"4° la réalisation d'un programme d'investissements par une entreprise faisant partie d'un pôle de compétitivité."

Art. 4. L'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 avril 2005, est complété comme suit :

"2° le "pôle de compétitivité" : le partenariat d'entreprises, de centres de formation et d'unités de recherche publiques et privées destiné à dégager des synergies autour d'un marché et d'un domaine technologique et scientifique reconnu par le Gouvernement."

Art. 5. L'article 1^{er}, alinéa 2, du même arrêté est abrogé.

Art. 6. A l'article 3 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 avril 2005, sont apportées les modifications suivantes :

1° le 3° est remplacé par la disposition suivante :

"3° le "chiffre d'affaires annuel" : celui afférent au dernier exercice clôturé précédant l'introduction de la demande et pondéré, sur douze mois lorsque cet exercice couvre une période supérieure à douze mois;"

2° le 4° est remplacé par la disposition suivante :

"4° le "total du bilan" : le total figurant au bilan afférent au dernier exercice clôturé précédant l'introduction de la demande et pondéré, sur douze mois lorsque cet exercice couvre une période supérieure à douze mois."

Art. 7. A l'article 5 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 2, les mots "à 20 %" sont remplacés par les mots "à 5 %";

2° l'alinéa 3 est remplacé par l'alinéa suivant :

"La valeur ajoutée se définit comme la différence entre la valeur de la production et la valeur des consommations intermédiaires (rubriques comptables 70/74 diminuées des rubriques comptables 60/61 et 740) et est calculée sur base de l'exercice comptable clôturé qui précède la prise en considération du programme d'investissements visée à l'article 11, alinéa 1^{er}."

Art. 8. A l'article 6 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, a), les mots, "à l'exception du leasing opérationnel pour les immeubles par nature" sont supprimés;

2° au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4°, les mots "à 125 %" sont remplacés par les mots "à 100 %";

3° dans le § 1^{er}, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 3 et 4 :

"Pour le calcul de la moyenne des amortissements visé à l'alinéa 1^{er}, 4°, les amortissements sur les immobilisations incorporelles peuvent, le cas échéant, ne pas être pris en compte."

Art. 9. L'article 7, § 1^{er}, du même arrêté est complété comme suit :

"6° l'aide complémentaire, au sens du § 4bis."

Art. 10. Dans l'article 7 du même arrêté, il est inséré un § 4bis, rédigé comme suit :

"§ 4bis. L'aide complémentaire est accordée à l'entreprise qui, sans diminuer l'emploi, fait partie d'un pôle de compétitivité.

Elle correspond à la différence entre l'aide de base fixée par catégories d'entreprises visées aux articles 8 à 10 et la limitation du montant de la prime à l'investissement visée au § 5."

Art. 11. Un article 15bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

"Art. 15bis. Sauf cas dûment justifié, et à l'exception de la très petite entreprise dont le programme d'investissements admis est inférieur ou égal à 500.000 euros, l'entreprise qui réalise moins de 80 % du programme d'investissements perd le bénéfice de la prime. Sous réserve de l'application de l'article 18, l'administration récupère la prime conformément aux dispositions de l'article 19."

Art. 12. A l'article 16 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots "à dater de la réception de la décision d'octroi," sont remplacés par les mots, "à dater de la prise en considération du programme d'investissements visée à l'article 11, alinéa 1^{er},";

2° dans l'alinéa 1^{er}, 4°, les mots "ou de maintien" sont insérés entre les mots "de création" et "d'emplois".

Art. 13. A l'article 17 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots "à dater de la réception de la décision d'octroi," sont remplacés par les mots, "à dater de la prise en considération du programme d'investissements visée à l'article 11, alinéa 1^{er},";

2° dans le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4°, les mots "ou de maintien" sont insérés entre les mots "de création" et "d'emplois";

3° dans le § 2, alinéa 1^{er}, les mots "à dater de la réception de la décision d'octroi," sont remplacés par les mots, "à dater de la prise en considération du programme d'investissements visée à l'article 11, alinéa 1^{er},";

4° dans le § 2, alinéa 1^{er}, 4°, les mots " ou de maintien" sont insérés entre les mots "de création" et "d'emplois".

Art. 14. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2006, à l'exception des articles 11 à 13 qui entrent en vigueur le jour de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

Art. 15. Le Ministre de l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 avril 2006.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Economie, de l'Emploi et du Commerce extérieur,
J.-C. MARCOURT

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2006 — 1821

[2006/201551]

27. APRIL 2006 — Erlass I der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe, insbesondere der Artikel 1 und 6;

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, insbesondere der Artikel 1 und 6;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom

15. April 2005 und vom 29. September 2005, insbesondere der Artikel 1, 6 und 7;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 15. April 2005 und vom 9. Februar 2006, insbesondere der Artikel 1, 3, 5, 6, 7, 16 und 17;

Aufgrund der am 20. Dezember 2005 und am 16. Januar 2006 abgegebenen Gutachten der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 19. Januar 2006 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 12. April 2006 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1^o der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 40.057/2 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Wirtschaft, der Beschäftigung und des Außenhandels;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 1, Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. September 2005, wird durch folgende Bestimmung ergänzt:

"15^o der "Wettbewerbspol": Kombination von Betrieben, Ausbildungszentren und öffentlichen und privaten Forschungseinheiten, die in einem Partnerschaftsverfahren involviert sind, das darauf abzielt, Synergien um einen Markt und einen durch die Regierung anerkannten technologischen und wissenschaftlichen Bereich zu entwickeln."

Art. 2 - In Artikel 6 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 15. April 2005 und vom 29. September 2005, werden folgende Änderungen angebracht:

1^o in § 1, Absatz 1, 4^o wird der Wortlaut "auf 125%" durch den Wortlaut "auf 100%" ersetzt.

2^o der § 1 wird durch folgenden Absatz ergänzt:

"Für die Berechnung des in Absatz 1, 4^o erwähnten durchschnittlichen Wertes der Abschreibungen können die Abschreibungen von immateriellen Anlagewerten ggf. unberücksichtigt bleiben."

Art. 3 - Artikel 7, § 2, Absatz 1 desselben Erlasses wird wie folgt ergänzt:

"4^o die Durchführung eines Investitionsprogramms durch einen Betrieb, der einem Wettbewerbspol angehört."

Art. 4 - Artikel 1, Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. April 2005, wird wie folgt ergänzt:

"22^o der "Wettbewerbspol": Kombination von Betrieben, Ausbildungszentren und öffentlichen und privaten Forschungseinheiten, die in einem Partnerschaftsverfahren involviert sind, das darauf abzielt, Synergien um einen Markt und einen durch die Regierung anerkannten technologischen und wissenschaftlichen Bereich zu entwickeln."

Art. 5 - Artikel 1, Absatz 2 desselben Erlasses wird außer Kraft gesetzt.

Art. 6 - In Artikel 3 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. April 2005 werden folgende Änderungen angebracht:

1^o Nummer 3^o wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"3^o der "Jahresumsatz": der Umsatz des letzten abgeschlossenen Geschäftsjahres vor der Einreichung des Antrags, der auf zwölf Monate gewichtet wird, wenn dieses Geschäftsjahr mehr als zwölf Monate beträgt;"

2° Nummer 4° wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"4° die "Summe der Jahresbilanz": die Gesamtsumme, die in der Bilanz des letzten abgeschlossenen Geschäftsjahres vor der Einreichung des Antrags steht und die auf zwölf Monate gewichtet wird, wenn dieses Geschäftsjahr mehr als zwölf Monate beträgt;"

Art. 7 - In Artikel 5 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006, werden folgende Änderungen angebracht:

1° in Absatz 2 wird der Wortlaut "mindestens 20%" durch den Wortlaut "mindestens 5%" ersetzt.

2° Absatz 3 wird durch den nächsten Absatz ersetzt:

"Der Mehrwert ist der Unterschied zwischen dem Wert der Produktion und dem Wert der Vorleistungen (Rubriken des Kontenplans 70/74 nach Abzug der Rubriken 60/61 und 740); er wird auf der Grundlage des abgeschlossenen Rechnungsjahres vor der Berücksichtigung des in Artikel 11, Absatz 1 erwähnten Investitionsprogramms berechnet."

Art. 8 - In Artikel 6 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006, werden folgende Änderungen angebracht:

1° in § 1, Absatz 1, 1°, a) wird der Wortlaut "mit Ausnahme des operationellen Leasings für Güter, die aufgrund ihrer Natur als unbeweglich gelten," gestrichen;

2° in § 1, Absatz 1, 4° wird der Wortlaut "auf 125%" durch den Wortlaut "auf 100%" ersetzt.

3° in § 1 wird der folgende Absatz zwischen die Absätze 3 und 4 eingefügt:

"Für die Berechnung des in Absatz 1, 4° erwähnten durchschnittlichen Wertes der Abschreibungen können die Abschreibungen von immateriellen Anlagewerten ggf. unberücksichtigt bleiben."

Art. 9 - Artikel 7, § 1 desselben Erlasses wird wie folgt ergänzt:

"6° die zusätzliche Beihilfe im Sinne des § 4bis."

Art. 10 - In Artikel 7 desselben Erlasses wird ein § 4bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"§ 4bis. Die zusätzliche Beihilfe wird dem Betrieb gewährt, der, ohne die Beschäftigung zu verringern, einem Wettbewerbspol angehört.

Sie entspricht dem Unterschied zwischen der Grundbeihilfe, die je nach Kategorie der in den Artikeln 8 bis 10 erwähnten Unternehmen festgesetzt wird, und der Begrenzung des Betrags der in § 5 erwähnten Investitionsprämie."

Art. 11 - In denselben Erlass wird ein Artikel 15bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 15bis - Vorbehaltlich der ordnungsgemäß begründeten Fälle und mit Ausnahme des Kleinstbetriebs, dessen zugelassenen Investitionsprogramm höchstens 500.000 Euro beträgt, verliert der Betrieb, der weniger als 80% des Investitionsprogramms durchführt, die Bezugsberechtigung für die Prämie. Unter Vorbehalt der Anwendung von Artikel 18 fordert die Verwaltung die Prämie gemäß den Bestimmungen von Artikel 19 zurück."

Art. 12 - In Artikel 16 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006, werden folgende Änderungen angebracht:

1° in Absatz 1 wird der Wortlaut "nach dem Eingang des Beschlusses zur Gewährung" durch den Wortlaut "nach der Berücksichtigung des in Artikel 11, Absatz 1 erwähnten Investitionsprogramms" ersetzt;

2° in Absatz 1, 4° wird der Wortlaut "oder des Erhalts" zwischen das Wort "Schaffung" und die Wörter "von Arbeitsplätzen" eingefügt.

Art. 13 - In Artikel 17 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006, werden folgende Änderungen angebracht:

1° in § 1, Absatz 1 wird der Wortlaut "nach dem Eingang des Beschlusses zur Gewährung" durch den Wortlaut "nach der Berücksichtigung des in Artikel 11, Absatz 1 erwähnten Investitionsprogramms" ersetzt;

2° in § 1, Absatz 1, 4° wird der Wortlaut "oder des Erhalts" zwischen das Wort "Schaffung" und die Wörter "von Arbeitsplätzen" eingefügt;

3° in § 2, Absatz 1 wird der Wortlaut "nach dem Eingang des Beschlusses zur Gewährung" durch den Wortlaut "nach der Berücksichtigung des in Artikel 11, Absatz 1 erwähnten Investitionsprogramms" ersetzt;

4° in § 2, Absatz 1, 4° wird der Wortlaut "oder des Erhalts" zwischen das Wort "Schaffung" und die Wörter "von Arbeitsplätzen" eingefügt.

Art. 14 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2006 wirksam, mit Ausnahme der Artikeln 11 bis 13, die am Tag der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft treten.

Art. 15 - Der Minister der Wirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Namur, den 27. April 2006

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO
Der Ministers der Wirtschaft, der Beschäftigung und des Außenhandels,
J.-C. MARCOURT

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 1821

[2006/201551]

27 APRIL 2006. — Besluit I van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van grote ondernemingen en het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van grote ondernemingen, inzonderheid op de artikelen 1 en 6;

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, inzonderheid op de artikelen 1 en 6;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van grote ondernemingen, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 15 april 2005 en 29 september 2005, inzonderheid op de artikelen 1, 6 en 7;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 15 april 2005 en 9 februari 2006, inzonderheid op de artikelen 1, 3, 5, 6, 7, 16 en 17;

Gelet op de adviezen van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 20 december 2005 en 16 januari 2006;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 19 januari 2006;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. n°40.057/2, gegeven op 12 april 2006, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 1, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van grote ondernemingen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 september 2005, wordt aangevuld als volgt :

“15 de “concurrentiepool” : het partnerschap tussen ondernemingen, vormingscentra en openbare en privé-onderzoekseenheden om synergieën te ontwikkelen rond een afzetmarkt en een technologisch en wetenschappelijk gebied, erkend door de Regering.”

Art. 2. Artikel 6 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 15 april 2005 en 29 september 2005, wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 1, eerste lid, 4°, wordt het percentage “125 %” vervangen door het percentage “100 %”;

2° § 1 wordt aangevuld met het volgende lid :

Voor de berekening van het gemiddelde van de afschrijvingen bedoeld in het eerste lid, 4°, kunnen de immateriële vaste activa, in voorkomend geval niet meegerekend worden.”

Art. 3. Artikel 7, § 2, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

“4° de verwezenlijking van een investeringsprogramma door een onderneming die deel uitmaakt van een concurrentiepool.”

Art. 4. Artikel 1, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 april 2005, wordt aangevuld als volgt :

“22° de “concurrentiepool” : het partnerschap tussen ondernemingen, vormingscentra en openbare en privé-onderzoekseenheden om synergieën te ontwikkelen rond een afzetmarkt en een technologisch en wetenschappelijk gebied, erkend door de Regering.”

Art. 5. Artikel 1, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 6. Artikel 3 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 april 2005, wordt gewijzigd als volgt :

1° 3° wordt vervangen door de volgende bepaling :

“3° de “jaaromzet” : de omzet betreffende het laatste afgesloten werkingsjaar, dat aan de indiening van de aanvraag voorafgaat en gewogen over twaalf maanden als bedoeld werkingsjaar een periode van meer dan twaalf maanden dekt;”;

2° 4° wordt vervangen door de volgende bepaling :

4° het “balanstotaal” : het totaal opgenomen in de balans betreffende het laatste afgesloten werkingsjaar, dat aan de indiening van de aanvraag voorafgaat en gewogen over twaalf maanden als bedoeld werkingsjaar een periode van meer dan twaalf maanden dekt;”.

Art. 7. Artikel 5 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006, wordt gewijzigd als volgt :

1° In het tweede lid, worden de woorden "aan 20 %" vervangen door de woorden "aan 5 %";

2° het derde lid wordt vervangen door het volgende lid :

"De toegevoegde waarde kan worden omschreven als het verschil tussen de productiewaarde en de tussenliggende verbruikswaarde (boekhoudkundige rubrieken 70/74 verminderd met de boekhoudkundige rubrieken 60/61 en 740) en wordt berekend op grond van het afgesloten boekjaar dat voorafgaat aan het in overweging nemen van het investeringsprogramma bedoeld in artikel 11, eerste lid."

Art. 8. Artikel 6 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006, wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 1, eerste lid, 1°, a), worden de woorden "met uitzondering van de operationele leasing voor onroerende goederen uit hun natuur" geschrapt;

2° in § 1 eerste lid, 4°, wordt het percentage "125 %" vervangen door het percentage "100 %";

3° in § 1 wordt tussen het derde en vierde lid het volgende lid ingevoegd :

"Voor de berekening van het gemiddelde van de afschrijvingen bedoeld in het eerste lid, 4°, kunnen de immateriële vaste activa, in voorkomend geval, niet meegerekend worden."

Art. 9. Artikel 7, § 1, van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

"6° de bijkomende tegemoetkoming in de zin van § 4bis."

Art. 10. In artikel 7 van hetzelfde besluit wordt een § 4bis ingevoegd, luidend als volgt :

"§ 4bis. De bijkomende tegemoetkoming word toegekend aan de onderneming die deel uitmaakt van een concurrentiepool zonder de werkgelegenheid te verminderen.

Ze komt overeen met het verschil tussen de basistegemoetkoming vastgelegd per ondernemingscategorie bedoeld in de artikelen 8 tot 10 en de beperking van het bedrag van de investeringspremie bedoeld in § 5."

Art. 11. In hetzelfde besluit wordt een artikel 15bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Art 15bis. Behoudens behoorlijk gerechtvaardigd geval en met uitzondering van de zeer kleine onderneming waarvan het toegelaten investeringsprogramma gelijk is aan 500.000 euro of minder, verliest de onderneming die een investeringsprogramma van minder dan 80 % verwezenlijkt, het voordeel van de premie. Behoudens toepassing van artikel 18 vordert de administratie de premie terug overeenkomstig de bepalingen van artikel 19."

Art. 12. Artikel 16 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006, wordt gewijzigd als volgt :

1°. In het eerste lid worden de woorden "te rekenen van de ontvangst van de toekenningsbeslissing" vervangen door de woorden "te rekenen van het inoverweging nemen van het investeringsprogramma bedoeld in artikel 11, eerste lid,";

2° in het eerste lid, 4°, worden na het woord "werkgelegenheidscreatie" de woorden "of behoud" toegevoegd.

Art. 13. Artikel 17 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006, wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden "te rekenen van de ontvangst van de toekenningsbeslissing" vervangen door de woorden "te rekenen van het inoverweging nemen van het investeringsprogramma bedoeld in artikel 11, eerste lid,";

2° in § 1, eerste lid, 4°, worden na het woord "werkgelegenheidscreatie" de woorden "of behoud" toegevoegd;

3° in § 2, eerste lid, worden de woorden "te rekenen van de ontvangst van de toekenningsbeslissing" vervangen door de woorden "te rekenen van het inoverweging nemen van het investeringsprogramma bedoeld in artikel 11, eerste lid,";

4° in § 2, eerste lid, 4°, worden na het woord "werkgelegenheidscreatie" de woorden "of behoud" toegevoegd.

Art. 14. Dit besluit heeft uiterwerking met ingang van 1 januari 2006, met uitzondering van de artikelen 11 tot 13 die in werking treden de dag waarop dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 15. De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 april 2006.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel,
J.-C. MARCOURT